

QUAND TOUT VA MAL,

Il est évident que la situation sociale ne cesse de s'aggraver. La précarité se généralise, le nombre de RMIstes explose. C'est à l'inflation de la pauvreté que nous assistons. Afin d'atténuer les statistiques, derrière lesquelles se trouvent des familles entières dans la galère, l'Etat, les collectivités locales font passer sans détour des mesures anti-sociales. La situation actuelle des RMIstes est significative : c'est le travail précaire forcé et le flicage social, ou bien la radiation et l'élimination. Dans le même ordre d'idées, le Contrat Nouvelle Embrouille de Monseigneur Vile-Pain est doté d'une période d'essai de 2 ans qui précarise encore plus. En période d'essai, toute forme de revendication est en effet impossible : le patron peut facilement, sans aucune contrainte, se débarrasser des gêneurs. Par ailleurs, le changement continu d'entreprise est une entrave à l'organisation d'actions efficaces, qui nécessitent un minimum de préparation. Dans ce contexte, les nouvelles dispositions vont achever toutes vellétés de révoltes, pourtant légitimes.

POUR LES POLITICIENS IL EST URGENT D'ATTENDRE ... 2007

Les politiciens nous avaient promis que le non au référendum devait aboutir à un réveil de la lutte. En attendant, on assiste surtout à un réveil de la lutte des places pour savoir qui sera le futur candidat de la Gôche.

Il est primordial d'apporter un regard critique d'autant plus facile que les faits s'imposent d'évidence : la multiplication des journées d'actions de ces derniers mois, du type « La poste le mardi, la SNCF le mercredi, les fonctionnaires le jeudi... » ont-elles eu un réel impact ? Sur quelles revendications les travailleurs ont-ils obtenus satisfaction ? Comme toutes les personnes mobilisées ces jours de grève de 24 heures et de manifestations nationales, on reste dans l'expectative, on attend la suite, le prochain rendez-vous, le mois suivant. Cette stratégie de l'attente n'est pas due au hasard : il s'agit de nous faire poireauter en attendant que les politiciens se soient mis d'accord sur le nom du futur prétendant au trône.

Allons-nous continuer à se faire tondre la laine sur le dos par les patrons et les gouvernements, à faire trois petits tours et puis s'en vont à chaque fois que des organisations syndicales nous le demandent ? Où allons-nous amener une réponse à la hauteur des attaques dont nous sommes victimes depuis trop longtemps ?

CE QUE NOUS PERDONS PAR LA TRAHISON DES SYNDICATS, NOUS NE LE REGAGNERONS PAS PAR LE BULLETIN DE VOTE !

Nous ne pouvons plus accepter de rester passivement à la disposition d'organisations syndicales qui décident en notre nom de la forme que doit prendre notre action. Quelles leçons avons-nous tirées des revers de 2003-2004-2005 (retraites, éducation nationale, sécurité sociale, mouvement lycéen...) ? Il est trop facile de « tirer un trait » et de passer à autre chose sans bilan, sans essayer de tirer des leçons sur le déroulement et l'échec de ces luttes passées.

C'est aussi la responsabilité de tous de ne plus laisser à d'autres, le soin de gérer des luttes qui nous appartiennent. Puisque personne ne se battra à notre place, un fonctionnement auto-organisé des luttes est plus que jamais nécessaire : assemblées générales souveraines ; portes paroles élus, mandatés et révocables ; contrôle par la base. Ce mode de fonctionnement permet la multiplication des initiatives, le décroisement des individus réunis autour des revendications qu'ils portent, la création d'une solidarité interprofessionnelle à la base et ainsi, le développement d'une réelle dynamique de lutte. Il est important d'adopter une attitude ferme contre les dérives corporatistes, souvent entretenues par les centrales syndicales, qui divisent les travailleurs et conduisent à l'isolement et l'impasse.

Ce mode d'organisation n'est cependant pas une fin en soi. En effet, quand bien même les luttes fonctionneraient sur ce mode libertaire, il serait criminel de vouloir gérer ce système inégalitaire, ou de continuer à revendiquer sans cesse pour grappiller des miettes à la société capitaliste. L'égalité sociale et la véritable démocratie ne sauraient être réalisées dans une société capitaliste et parlementaire ; c'est pourquoi nos luttes doivent s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, avec pour finalité le communisme libertaire.

GREVE GENERALE !

CNT-AIT (Association Internationale des Travailleurs)

Si vous souhaitez nous rencontrer pour discuter, participer à nos activités, recevoir gratuitement notre presse, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse suivante : AIT c/o AAAFA BP 5-75860 Paris cedex 18.

Courriel : contact@cnt-ait.info

<http://cnt-ait.info>